

Date :
N° de version du document : 1

Caractère du document :

Public ☒
Interne ☐
confidentiel ☐
ne pas diffuser sans autorisation ☐
autre ☐

Ecole de Santé Publique

Dispositions facultaires adoptées par le Conseil académique du 25 septembre 2023

Conformément au point f) des dispositions liminaires du Règlement général des études 2023-2024 (RGE), adopté par le Conseil académique du 30 mai 2023, les facultés peuvent définir des dispositions complémentaires au présent règlement, lesquelles précisent exclusivement les articles 51, 77, 78, 84, 97 et 105 de ce règlement.

Art. 51 : Le mémoire, travail, dossier ou projet personnel de fin d'études fait partie des épreuves d'évaluation du deuxième cycle et peut valoir entre 15 et 30 crédits, conformément à l'article 126 du décret. Ce travail ainsi que son évaluation peuvent porter sur toute activité d'apprentissage, y compris les stages et autres activités d'intégration professionnelle permettant de mettre en évidence notamment l'autonomie, le sens critique, les qualités personnelles et les compétences professionnelles de l'étudiant. Ce travail consiste, entre autres, en la rédaction d'un document écrit. Avec l'accord du jury et des autorités académiques, celui-ci peut être rédigé en tout ou en partie dans une langue étrangère.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

Pour le master en sciences de la santé publique

Le mémoire — également appelé travail de fin d'études — est un travail écrit et personnel destiné à éclairer les responsables d'enseignement sur les capacités de l'étudiant à faire usage de façon synthétique et opérationnelle des connaissances, savoir faire et savoir être, développés au cours des études. Le travail traite d'un problème spécifique de santé publique en rapport avec les enseignements dispensés à l'Ecole de Santé Publique, en l'abordant selon une démarche scientifique.

Le guide du mémoire ainsi que les modalités d'évaluation sont disponibles sur le portail MONULB et dans la fiche UE.

Pour le master de spécialisation en médecine du travail

Le « mémoire de fin d'études » est un travail personnel destiné à éclairer les responsables d'enseignement sur les capacités de l'étudiant à faire usage de façon synthétique et opérationnelle des connaissances, savoir faire et savoir être, développés au cours des études. Ce travail traite d'un problème spécifique de médecine du travail en rapport avec les enseignements suivis par l'étudiant, en l'abordant selon une démarche scientifique. Cette démarche amène l'étudiant à identifier et mettre en œuvre les étapes méthodologiques de la recherche et à communiquer sous forme écrite et orale la démarche suivie.

Le guide du mémoire ainsi que les modalités d'évaluation sont disponibles sur le portail MONULB.

Pour le master de spécialisation : Specialized Master in Public Health Methodology :

Le mémoire — également appelé « *Thesis* » — comprend un travail écrit, accompagné d'une présentation orale, et destiné à éclairer les responsables de l'enseignement sur les capacités de l'étudiant à faire un usage intégré et opérationnel de ses connaissances, savoir faire et savoir être, développés au cours des études, notamment en Biostatistique et Epidémiologie. Le travail traite, à partir d'une base de données fournie à l'étudiant, d'une question de recherche en rapport avec les enseignements dispensés dans le cadre du Master de spécialisation *in Public Health Methodology*. Cette démarche amène l'étudiant à identifier et mettre en œuvre les étapes méthodologiques de la recherche dans ce domaine, et à communiquer sous forme écrite et orale la démarche suivie, les résultats, leur interprétation et mise en perspective.

Art. 77 : Par exception à l'article 41 du présent règlement les jurys peuvent, pour des raisons de force majeure dûment motivées, prolonger une période d'évaluations d'un étudiant au quadrimestre suivant, sans toutefois pouvoir dépasser une période d'un mois au-delà de la fin de la période d'évaluations du premier quadrimestre et de 10 semaines au-delà de la fin des périodes d'évaluation des deuxième et troisième quadrimestres. L'étudiant est alors proclamé « en session ouverte ». Le jury fixe la durée de la prolongation de la période d'évaluations et les unités d'enseignement concernées, conformément à l'article 79 §2 du décret. Les modalités et les dates limites relatives à cette prolongation sont arrêtées dans les dispositions facultaires spécifiques.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

Les évaluations ouvertes doivent être sollicitées par écrit auprès du Président de jury, au plus tard 48h avant les délibérations de la période d'évaluation concernée, accompagnées des documents (originaux) justificatifs nécessaires (certificats médicaux ou autres lettres de justification). Le Jury de délibération prendra la décision finale d'apprécier si la demande est justifiée et dans l'affirmative fixera la date à laquelle la session sera close pour cet étudiant. Pour la session de juin, celle-ci sera impérativement close avant le début de la seconde session.

Art. 78 : Un étudiant qui, pour des raisons graves et exceptionnelles, ne peut prendre part à une épreuve ou une partie d'épreuve peut solliciter une modification d'horaire, dans les limites des contraintes horaires et matérielles d'organisation des évaluations. En cas de désaccord entre le titulaire et l'étudiant, ce dernier peut solliciter, par écrit, l'arbitrage du président du jury ou du Doyen de faculté. Toutefois, l'envoi d'un certificat médical ou de tout autre document officiel justificatif d'absence ne peut être considéré comme une raison suffisante donnant droit automatiquement à un report d'épreuves à une date ultérieure au cours de la même période d'évaluations.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

Tout document (certificats médicaux, autres, ...) justifiant de l'absence à un examen doit être transmis au secrétariat de l'Ecole au plus tard trois jours ouvrables après la date de l'examen. Le justificatif sera laissé à la discrétion du jury.

Art. 84 : En cas de non-respect de ces dispositions, l'étudiant peut saisir l'instance facultaire, laquelle est précisée dans les dispositions spécifiques complémentaires.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

En cas de non respect de ces dispositions, l'étudiant envoie un courrier électronique au président du jury du cycle concerné qui prendra les mesures nécessaires afin que les prescrits de l'article 91 soient respectés.

Art. 97 : La réussite du cycle est attribuée sans mention si la moyenne est supérieure ou égale au seuil de réussite de 10/20 et inférieure à 12/20. À partir et au-dessus d'une moyenne de cycle de 12/20, la réussite du cycle peut être accompagnée d'une des mentions suivantes : « avec satisfaction » (à partir de 12/20), « avec distinction » (à partir de 14/20), « avec grande distinction » (à partir de 16/20) ou « avec la plus grande distinction » (à partir de 18/20). Cependant les modalités précises d'attribution des mentions sont précisées dans les dispositions facultaires spécifiques.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

Les Jurys sont souverains et appliquent une certaine jurisprudence.

Art. 98 : En cas de non-disponibilité d'une note lors de la délibération, l'évaluation peut être neutralisée par le jury. La façon de neutraliser cette dernière est précisée dans les dispositions facultaires spécifiques.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

En cas de non disponibilité d'une note lors de la délibération, le Jury neutralise la note et la remplace par la moyenne pondérée des résultats de l'étudiant.

Art. 105 : Tout recours doit être dûment motivé, par écrit, et envoyé selon les dispositions facultaires spécifiques en vigueur dans la faculté concernée, soit auprès du président de jury, soit directement auprès de la commission de recours qui en examinent préalablement la recevabilité. Si le recours est déclaré irrecevable, le président de jury, ou le président de la commission de recours, en informe l'étudiant par écrit. En cas de recevabilité et lorsque le recours lui est adressé, le président de jury saisit la commission de recours. La commission de recours est désignée annuellement par le jury de faculté en son sein ; elle est composée d'au moins trois membres effectifs et trois membres suppléants.

Dans les 4 jours ouvrables suivant le dépôt du recours, la commission de recours rassemble et examine les arguments écrits des parties et statue, à la majorité simple. S'il est jugé fondé, le recours est ensuite déféré au jury, lequel arrête, le cas échéant, les mesures nécessaires. Lorsque la correction de l'erreur matérielle est de nature à modifier la décision du jury, le président convoque le jury aux fins d'une nouvelle délibération. Les membres du jury faisant l'objet du recours se retirent au moment où celui-ci est mis en délibéré. Les décisions de la commission de recours et du jury sont motivées. Elles sont notifiées par écrit au plaignant.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

La plainte de celui-ci doit être dûment motivée, par écrit et envoyée, auprès de la commission de recours (presidence.esp@ulb.be) afin que celle-ci en examine la recevabilité.